

Climat : tous les voyants sont au rouge

Alors que la Terre bat des records de températures pour le douzième mois de suite, l'ONU appelle de nouveau au sursaut

Nous avons besoin de trouver une sortie sur l'autoroute qui mène à l'enfer climatique. La bonne nouvelle, c'est que c'est nous qui conduisons. Dans un discours majeur, ponctué des phrases-chocs dont il est coutumier, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, a martelé la gravité de la crise climatique et l'urgence à agir de manière plus ambitieuse, mercredi 5 juin, lors de la Journée mondiale de l'environnement. « Nous jouons à la roulette russe avec notre planète. Non seulement nous sommes en danger, mais nous sommes le danger », a-t-il insisté devant un parterre de personnalités politiques, de chefs d'entreprise et de représentants de la société civile réunis au Muséum d'histoire naturelle de New York.

Quels que soient les chiffres ou les courbes que l'on regarde, les indicateurs sont tous au rouge. Mai 2024 est le mois de mai le plus chaud jamais enregistré à l'échelle mondiale depuis le début des relevés, a annoncé, mercredi, le Service Copernicus concernant le changement climatique (C3S). Mai poursuit ainsi une série de douze mois consécutifs qui battent leur propre record de chaleur, depuis juin 2023.

Sur les douze derniers mois, la température mondiale a ainsi atteint un niveau inédit, avec 0,75 °C au-dessus des normales (1991-2020) et 1,63 °C au-dessus de l'ère préindustrielle. Cette séquence est la deuxième plus longue dans les enregistrements, après seize mois record consécutifs en 2015-2016.

Un résultat « choquant » mais « pas surprenant », pour Carlo Buontempo, le directeur du C3S.

« Même si cette série de mois record finira par s'interrompre, la signature générale du changement climatique demeure et aucun signe de changement de cette tendance n'est en vue. Nous vivons une époque sans précédent », réagit-il. Mercredi, une étude internationale montrait également que le rythme du réchauffement est plus rapide que jamais.

« Dommages considérables »

Le dérèglement climatique est causé par la hausse continue des émissions de gaz à effet de serre liées à la combustion d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) et la déforestation. A cette tendance de long terme s'est ajouté ces derniers mois le phénomène naturel El Niño, qui a dopé les températures mondiales. Il s'achève actuellement, après avoir débuté en juin 2023 et connu son acmé en décembre. Ce cocktail a provoqué de nombreux événements extrêmes dans le monde, qu'il s'agisse des canicules meurtrières en Inde, au Pakistan ou au Mexique, des inondations au Brésil, des sécheresses en Afrique australe ou encore d'un blanchissement massif des coraux du monde.

La fin des températures extrêmes n'est pas encore en vue. « L'année 2024 est en voie d'être la plus chaude jamais enregistrée, dépassant le record de 2023 », prévient Zeke Hausfather, climatologue à l'institut Berkeley Earth. « Elle sera sans doute la première année à dépasser un réchauffement de 1,5 °C », ajoute-t-il, en référence à l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris de 2015. Cette surchauffe pourrait être quelque peu limitée en 2025, avec l'arrivée probable, au second semestre de 2024, d'un



Un patient épuisé par la chaleur, dans un hôpital d'Ahmedabad, en Inde, le 25 mai. AMIT DAVE/REUTERS

épisode La Niña qui devrait abaisser le thermomètre mondial.

Mais la tendance générale restera au réchauffement, comme le confirment les prévisions publiées mercredi par l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Il est désormais probable (à 80 %) que la température moyenne annuelle du globe franchisse temporairement le seuil de 1,5 °C de réchauffement pendant au moins l'une des cinq prochaines années. Cette probabilité n'a cessé d'augmenter depuis 2015, année où elle était proche de zéro.

D'après ce rapport, entre 2024 et 2028, la température de surface devrait dépasser chaque année de 1,1 °C à 1,9 °C la période de référence 1850-1900. Par ailleurs, il est probable (à 86 %) qu'au moins l'une de ces années devienne la plus chaude jamais enregistrée, détrônant ainsi l'année 2023 – qui s'était établie à +1,45 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Désormais, il y a même une chance sur deux (47 %) que la température moyenne sur la totalité de la période 2024-2028 dépasse de plus de 1,5 °C les valeurs préindustrielles.

« Non seulement nous sommes en danger, mais nous sommes le danger »

ANTONIO GUTERRES
secrétaire général de l'ONU

« Derrière ces statistiques se cache une sombre réalité, nous sommes loin d'atteindre les objectifs fixés dans l'accord de Paris », a déclaré Ko Barrett, secrétaire générale adjointe de l'OMM. La planète se dirige vers un réchauffement de 2,5 °C à 2,9 °C à la fin du siècle. « Nous devons d'urgence consentir davantage d'efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, faute de quoi nous paierons un tribut de plus en plus lourd », ajoute-t-elle, citant les millions de victimes des extrêmes climatiques, les dommages « considérables » à l'environnement et à la biodiversité et les coûts économiques colossaux.

Les scientifiques ne cessent de le marteler : chaque fraction de degré compte. « La différence entre

1,5 °C et 2 °C, c'est la différence entre minimiser le chaos climatique et franchir des points de bascule dangereux », rappelle Antonio Guterres. Dépasser temporairement 1,5 °C ne signifie toutefois pas que « l'objectif est définitivement inatteignable », ce dernier se rapportant à un réchauffement à long terme sur plusieurs décennies.

« Fixer un prix réel du carbone »

Cette bataille « sera gagnée ou perdue dans les années 2020, sous le regard des dirigeants actuels », avertit Antonio Guterres. Tout dépendra des décisions qui seront prises, ou non, « dans les dix-huit mois à venir », jusqu'à la conférence climat (COP30) de Belém (Brésil), en novembre 2025, qui marquera le dixième anniversaire de l'accord de Paris et doit voir tous les pays soumettre de nouveaux plans climatiques bien plus ambitieux.

Le secrétaire général de l'ONU a appelé tous les pays à réduire « considérablement » leurs émissions, à commencer par ceux du G20, responsables de 80 % des rejets carbonés mondiaux. Antonio Guterres exhorte les pays de l'Or-

ganisation de coopération et de développement économiques à mettre fin à l'utilisation du charbon d'ici à 2030 et à réduire de 60 % l'offre et la demande de pétrole et de gaz d'ici à 2035, tout en poursuivant le développement des énergies renouvelables. Quant aux autres Etats, ils devraient mettre fin « dès maintenant » aux nouveaux projets d'exploitation du charbon, en particulier en Asie, pour en sortir d'ici à 2040.

M. Guterres a en outre rappelé l'importance d'augmenter massivement les financements publics et privés pour aider les pays les plus pauvres, souvent fortement endettés, à s'adapter au dérèglement climatique et à effectuer leur transition écologique. Mais jugeant que ces efforts ne suffiront pas, il souhaite « fixer un prix réel du carbone » et taxer les bénéfices record des entreprises du secteur des combustibles fossiles, qualifiées de « parrains du chaos climatique ». Enfin, il demande aux agences de publicité et aux médias de refuser les campagnes de ces entreprises, qui pratiquent « un écoblanchiment décomplexé ».

AUDREY GARRIC

En Chine, une baisse des émissions de CO₂ qui reste à confirmer

Le recul de 3 % en mars est lié à la politique volontariste de Pékin en matière d'énergies propres, mais aussi à ses difficultés économiques

PÉKIN - correspondant

Le premier pollueur de la planète est-il sur le point de réussir à entamer une baisse durable de ses émissions de CO₂? Alors que le pays installe des panneaux solaires et des éoliennes à un rythme effréné, c'est l'hypothèse qu'avance un chercheur, au constat que les émissions de la Chine ont baissé de 3 % en mars, après quatorze mois consécutifs de hausse à la suite de la levée des restrictions liées à la pandémie.

L'expert Lauri Myllyvirta, cofondateur du Centre de recherche sur l'énergie et l'air propre et actuellement associé à l'Institut de recherche sur la Chine et le climat d'Asia Society, estime qu'à la condition de maintenir cette dynamique, la Chine pourrait voir ses émissions diminuer en 2024 par rapport à l'année précédente.

« La Chine a certainement la capacité de passer son pic dès maintenant, si elle maintient les bons choix politiques et continue d'ajouter autant d'énergies propres que l'an dernier », affirme M. Myllyvirta. Pékin passerait ainsi avec une marge de six ans

Les dirigeants chinois ont fait de l'économie de la transition une priorité

son engagement à voir ses émissions de CO₂ baisser « avant 2030 ». La trajectoire de l'économie chinoise dans les mois à venir sera déterminante pour préciser la date à laquelle est passé ce cap, qui constituerait une nouvelle encourageante dans un monde de catastrophes climatiques.

Tant les efforts chinois dans les nouvelles énergies que le ralentissement de secteurs historiques de son économie (immobilier, industries lourdes) permettent ces avancées. Les énergies dites propres sont devenues un moteur principal de sa croissance, poussant la Chine qui installe plus de la moitié des capacités mondiales à accélérer encore davantage. Les champs de panneaux solaires et les parcs éoliens s'y multiplient. Dans un pays

encore dépendant au charbon, cette poussée permet à la part d'énergies fossiles dans la production d'électricité de baisser de 67,4 % en mars 2023 à 63,6 % en mars 2024, à un moment où la demande augmente pourtant.

Le pays a posé 217 gigawatts (GW) de panneaux solaires en 2023, plus que le total cumulé sur le territoire américain. Il devrait ainsi franchir dès cette année son objectif fixé pour 2030 de 1200 GW de capacités de solaire et d'éolien. L'Union européenne, en comparaison, est actuellement proche de 480 GW d'éolien et de solaire.

Marché immobilier en crise

La trajectoire d'émissions de la Chine bénéficie aussi des difficultés du pays. Son marché immobilier est en crise, ce qui affecte lourdement les familles de la classe moyenne qui avaient placé leurs économies dans un appartement, mais permet dans le même temps de freiner des secteurs très polluants. Sa production d'acier a baissé de 8 % en mars, celle de ciment de 22 %.

Toutes fois, beaucoup d'observateurs chinois se montrent pru-

dents. Les autorités tentent de déployer des mesures pour stabiliser le marché immobilier et ont fixé un objectif de croissance du PIB de 5 %, qui doit garantir un certain niveau d'emploi notamment pour les jeunes. Pékin balance entre ces différentes priorités. « La Chine installe 20 % de renouvelables supplémentaires chaque année mais il y a aussi énormément d'inconnues économiques. De sorte que fixer une date pour le pic d'émissions dès maintenant serait assez spéculatif. C'est pourquoi le gouvernement se tient à la formule « avant 2030 » », explique Lin Boqiang, doyen de l'Institut d'études des politiques énergétiques à l'université de Xiamen, sur la côte sud-est de la Chine.

La trajectoire des émissions une fois passé le pic est une autre inconnue, car les émissions chinoises vont franchir leur maximum à un niveau très élevé. « Il y a en fait deux questions, quand la Chine atteint-elle le pic et à quel niveau parvient-elle à tomber ensuite? Car si derrière elle reste sur un haut plateau, aura-t-il vraiment été prouvé de se féliciter du

pic? », s'interroge Hu Min, directrice de l'Institut pour la décarbonation mondiale, basé à Pékin.

Les dirigeants chinois ont fait de l'économie de la transition une priorité. Ils constatent qu'être en pointe sur l'installation de renouvelables permet au pays d'assurer sa part dans la lutte contre le réchauffement, mais aussi de créer de nouveaux emplois et de prendre un certain leadership politique sur ce sujet, alors que la Chine est aussi le premier émetteur, avec un tiers des émissions de CO₂ pour un peu moins de 18 % de la population mondiale. Les succès actuels confortent les responsables politiques dans l'idée que la transition énergétique est aussi l'avenir économique.

Mais d'autres facteurs entrent en ligne de compte. La guerre en Ukraine et les tensions au Moyen-Orient ont donné à la Chine de nouveaux exemples des risques que la géopolitique peut faire peser sur l'approvisionnement en pétrole et en gaz. Le charbon, dont elle est richement dotée, reste une valeur sûre. La multiplication des saisons de sécheresse, comme celle vécue en 2022, avec des fleu-

ves à des niveaux extrêmement bas pour les barrages hydroélectriques et des foyers se ruant sur les climatiseurs qui font bondir la demande, a aussi souligné le besoin de sources constantes. Le charbon là encore, malgré ses effets néfastes, a rappelé son utilité.

Avant de procéder à des annonces triomphantes, Pékin regarde ce que font les autres : pourquoi se contraindre au risque de se dédire ensuite, si les compétiteurs ne suivent pas? Pékin observe les élections américaines de novembre de près, avec la possibilité, en cas de retour de Donald Trump à la présidence, qu'il affaiblisse les engagements américains. La Chine passerait encore plus de mauvais à bon élève, mais elle ne serait pas poussée à en faire davantage. « A quel point les autres tiennent leurs engagements est un facteur important, constate Ma Jun, fondateur de l'Institut d'affaires publiques et environnementales, une ONG chinoise. La Chine s'est tellement investie qu'elle ne retournera pas en arrière. Mais l'effort global joue beaucoup sur sa détermination. »

HAROLD THIBAUT